La Société civile pointe du doigt les préoccupations de l'heure au Burundi

@rib News, 08/09/2008Au lendemain de la célébration du 3à me anniversaire du pouvoir CNDD-FDD, issu des élections de 2005, une trentaine d'associations de la société civile burundaise ont rendu public, le jeudi 4 septembre, un Mémorandum dans lequel elles pointent du doigt des problà mes d'ordre politico-sécuritaire qui constituent les préoccupations majeures à l'heure actuelle au Burundi.Les associations signataires du mémorandum se disent «Â profondément préoccupées par la crise persistante au sein des principaux partis politiques notamment le CNDD-FDD et le FRODEBU, le dysfonctionnement et la confusion des missions entre les ministà res et les vice-ministà res, les crimes impunis comme les massacres de Muyinga et de Gatumba, les violences faites aux femmes et aux enfants, la recrudescence de la criminalité consécutive au banditisme à main armée, aux conflits fonciers et la prolifération des armes au sein de la population civile, etc Â».

Les mêmes associations s'inquiÃ"tent «Â de la résurgence des actes de harcÃ"lement, d'intimidation, de menaces tracasseries judiciaires et de filature policiÃ"re à l'encontre des acteurs de la société civile, d'obstruction à la libert presse Â», et observent, «Â à deux ans des échéances électorales de 2010, le retard dans l'actualisation de la co du code électoral, de la loi communale et du code de conduite des partis politiques Â», déplorant ainsi que «Â les acteurs politiques mÔnent déjà leurs campagnes politiques à peine voilées dans un tel contexte où la tension monte au fur et à mesure que les élections de 2010 approchent Å».Les trente-deux associations se disent «Â préoccupées par la paupérisation de la population burundaise aux prises avec la flambée continuelle des prix des produits de premià re nécessité, la rareté de l'emploi tant dans le secteur public que privé ainsi que la réduction continuelle des terres cultivables Â», et signalent que «Â la femme burundaise est la plus touchée par les conséquences de cette paupérisatic accentuée par l'absence d'une loi régissant les régimes matrimoniaux, les libéralités et les successions Â».Lassociations signataires du mémorandum déplorent en outre qu' «Â en pareille situation, les maigres ressources du passociations et de deniers publics Â».Lire l'intégralité du Mémorandum

http://www.arib.info Propulsé par Joomla! Généré: 26 April, 2024, 09:32